

# La participation citoyenne dans les zones rurales de Pologne et de France

Paweł Starosta

## Introduction

Le processus de transformation mondiale entraîne diverses conséquences. L'une d'entre elles, fondamentale pour les mondialistes, suppose que les possibilités de participation des citoyens à l'élaboration des structures politiques et sociales augmentent également. En d'autres termes, un plus grand espace de liberté et une pression réduite des structures étatiques libèrent le potentiel individuel en matière d'activités en faveur de la création de l'intérêt commun et de la démocratie dans le monde moderne (Huntington, 2004).

Les opposants à la mondialisation, en revanche, soulignent que les processus de mondialisation, notamment la diminution du rôle de l'État et le rôle croissant de la liberté individuelle, conduisent à des effets diamétralement opposés. Le système normatif fait l'objet d'une différenciation et d'une relativisation croissantes. La vie sociale est de plus en plus privatisée et individualisée, ce qui entraîne une réduction systématique de la sphère publique et de la participation des citoyens à des activités d'intérêt commun. De nombreux chercheurs fournissent des exemples empiriques confirmant le déclin de l'intérêt pour la sphère publique et l'implication des représentants de certaines autorités élues démocratiquement dans le soutien de régimes quasi-autoritaires (Tam, 1998). Alors que les partisans de la première orientation attirent l'attention sur les avantages de l'action collective des individus pour l'intérêt commun, les partisans de la seconde mettent l'accent sur le retrait des citoyens de la vie publique. La sphère publique est généralement comprise ici comme un domaine d'activité qui se situe en dehors du cercle et des intérêts de la famille et des amis proches. Ce retrait de la vie publique est

dû, comme le souligne Sennett (1992 : 220), à deux facteurs. Le premier est le phénomène croissant du narcissisme et le second est la communauté destructrice. Le narcissisme se caractérise par une forte orientation vers son propre ego, tandis que la communauté destructrice se résume au partage de certaines perceptions et fantasmes conscients par certains cercles sociaux plutôt qu'à une réelle action en faveur de l'intérêt commun. La condition structurelle des deux phénomènes ci-dessus est, comme le soulignent Beck et Beck-Gernsheim (2003), le processus progressif de différenciation de la structure sociale.

Parallèlement aux deux positions d'engagement personnel et de retrait individuel de la sphère publique mentionnées ci-dessus, le phénomène du populisme, en tant que manifestation d'attitudes ne résultant pas de l'activité personnelle des individus, mais subissant l'influence de la mobilisation sociotechnique des individus par des leaders spécifiques et des idéologies qu'ils promeuvent dans les médias de masse, a gagné en popularité au début du XXI<sup>e</sup> siècle (Moffitt, 2020). L'essence du populisme est de susciter à la fois l'intérêt des grandes masses de la société justifié par une idéologie particulière et l'intolérance à l'égard du pluralisme socio-politique (Galston, 2020). Le populisme prend donc en compte l'activisme des citoyens dans la sphère publique, mais ce n'est pas tant une conséquence de la subjectivité des individus que de succomber à des manipulations de la conscience collective au moyen de techniques sociales.

Indépendamment du type d'idéologies et de concepts politiques, la participation socio-politique des citoyens est un phénomène fortement souhaitable dans différents ordres sociaux, que ce soit pour la légitimation ou la délégitimation des autorités locales et nationales, pour les processus de création de groupes de leadership, pour le renforcement des processus de développement à différents niveaux de l'organisation sociale, ainsi que pour l'efficacité du contrôle social et la satisfaction des besoins des différents groupes sociaux. Dans ce contexte, l'attention est portée sur le niveau généralement plus faible de l'engagement citoyen dans les pays d'Europe centrale et orientale et sur son niveau légèrement plus élevé dans les pays d'Europe occidentale. En général, ces différences s'expliquent par les traditions démocratiques plus longues des sociétés d'Europe occidentale par rapport à celles d'Europe centrale et orientale. Le niveau d'engagement citoyen légèrement plus élevé des résidents urbains par rapport à celui des résidents ruraux s'explique de la même façon. Dans ce cas, il convient d'attirer l'attention sur l'internalisation plus prononcée de l'idée de citoyenneté au-delà des cercles familiaux ou de voisinage dans la ville et sur l'influence plus forte des liens au sein de petits groupes informels dans les environnements ruraux.

## Fondements théoriques de la participation citoyenne

La participation citoyenne, autrement appelée engagement citoyen (Pattie *et al.*, 2003), est une sous-catégorie du concept plus vaste de participation sociale (Misztal, 1977) et elle constitue un des principes fondamentaux utilisés dans les sciences sociales en ce qui concerne la société civile. Elle est généralement définie comme toute activité individuelle ou de groupe/ communauté menée par le biais de processus politiques ou non politiques pour résoudre ou traiter des problèmes publics. Elle comprend le service public, le bénévolat, l'activisme politique, etc. Dans la tradition des sciences sociales et politiques, la compréhension différenciée de la participation citoyenne est conditionnée par des perceptions différentes des processus de développement social (Hickey, Mohan, 2004) et de la citoyenneté (Delanty, 2000). Comme le soulignent Hickey et Mohan (2004 : 10), « La convergence entre le développement participatif et la gouvernance est visible dans le contexte d'un intérêt croissant pour la synergie et la division du travail entre les sphères publique et civile ».

Ce processus a été initié dès les années 1950 dans le cadre des stratégies coloniales et post-coloniales de « développement communautaire », en passant par les concepts de « développement alternatif » des années 1970, de « développement populiste » apparu dans les années 1980 jusqu'aux concepts contemporains de « gestion participative et de participation citoyenne » (Hickey, Mohan, 2004 : 6-11).

Dans cet article, le terme de participation citoyenne, plutôt que d'engagement citoyen, sera utilisé car il se caractérise par la prédominance de la composante comportementale (Scholzman *et al.*, 1999 ; Putnam, 2008 ; Starosta, 2010). La participation fait référence à l'activité des citoyens dans les différentes sphères de la vie publique. La citoyenneté peut donc être considérée comme l'expression de l'action humaine dans la vie politique et publique. Aux fins du présent article, la participation citoyenne sera comprise comme une notion englobant toutes les formes d'activité civique dans la sphère publique. En d'autres termes, elle ne se limite pas uniquement à l'engagement au sein des institutions politiques, mais englobe les activités qui y sont directement ou indirectement liées, que ce soit par une mobilisation collective ou un effort individuel (cf. Scholzman *et al.*, 1999 ; Putnam 2008).

La participation citoyenne est comprise dans un sens large dans cet article, car la frontière entre les activités politiques et non politiques n'est pas claire (Verba *et al.*, 1995 : 400). En outre, l'action sociale, qu'elle

soit individuelle ou collective, peut satisfaire des objectifs politiques aux niveaux local et national. La sphère civique est étroitement liée à la sphère publique et englobe ce qui appartient aux sphères politique, associative et des activités de groupe allant au-delà des cercles familiaux et de voisinage (Edwards, 2009), à condition qu'en pratique, ces trois concepts puissent partiellement se chevaucher. Ainsi, la participation citoyenne est principalement comprise dans le cadre de l'approche comportementale comme une activité, réalisée par les actions des citoyens dans les sphères publiques, politiques et associatives (Pattie *et al.*, 2003).

Les chercheurs ont consacré beaucoup d'attention à l'étude de la participation citoyenne (Verba *et al.*, 1995 ; Skocpol, Fiorina, 1999 ; Pattie *et al.*, 2003 ; Hickey, Mohan, 2004). Quatre perspectives théoriques peuvent être distinguées en ce qui concerne les projets de recherche sur ce thème : le lieu et le niveau d'implication, la conception idéologique/politique du projet civique et la théorie du développement (Hickey, Mohan, 2004 : 9). Comme le soulignent plusieurs auteurs (Verba, Nie, 1972 ; Verba *et al.*, 1978, 1995), les activités comprises dans la catégorie de la participation citoyenne varient en fonction d'un certain nombre de critères. En particulier, les formes de participation sont liées aux ressources et aux compétences des personnes qui y sont associées, aux partenaires de l'interaction et aux domaines de la vie sociale impliqués dans chaque activité. Cinq grands types de participation citoyenne sont généralement distingués dans la littérature.

Le premier concerne le vote aux élections. Ce comportement lié au vote est la forme la plus simple de participation citoyenne, qui ne nécessite pas de ressources ou de compétences particulières de la part de l'individu (Pattie *et al.*, 2004 ; Gendźwiłł *et al.*, 2022).

Le deuxième type correspond aux diverses activités relatives aux campagnes électorales qui, avec le vote, constituent l'un des deux principaux types de comportements électoraux et non électoraux (Verba, Nie, 1972 ; Verba *et al.*, 1978). Il exige de l'individu qu'il utilise beaucoup plus de ressources et de compétences, mais n'a pas d'impact direct sur la légitimité du pouvoir, que ce soit aux niveaux local ou national.

Le troisième type concerne le travail dans le cadre des réseaux sociaux. Il englobe les activités individuelles qui conduisent à la création de liens dans la sphère publique entre les individus et les groupes, permettant ainsi d'accroître le capital social et de stimuler la vie communautaire (cf. Steinberger, 1981).

Le quatrième type est associatif. L'expression de la citoyenneté active consiste en l'adhésion à des associations bénévoles, en travaillant pour

ces dernières ou en effectuant un travail non rémunéré d'utilité sociale (Grabb, Curtis, 1992).

Le cinquième modèle porte sur l'implication dans les partis. Il inclut l'adhésion et l'engagement actif auprès de partis politiques spécifiques en dehors des périodes de campagne électorale. C'est un exemple d'engagement politique associé à la conception classique de la démocratie (Zukin *et al.*, 2006). Dans cet article, nous tentons d'analyser si les formes de participation mentionnées ci-dessus peuvent être observées dans l'environnement rural de la Pologne et de la France, et si oui dans quelle mesure.

Dans le cadre de plusieurs théories, les sociologues tentent d'expliquer la variabilité de la participation citoyenne dans des contextes nationaux, régionaux ou locaux sous la forme de modèles simplifiés. En ce qui concerne les schémas explicatifs, les approches basées sur les théories du choix rationnel, du statut socio-économique, du volontarisme civique, du capital social, de l'attachement et de la socialisation sont les plus couramment utilisées. Dans chacun d'eux, des combinaisons d'indicateurs sont utilisées pour fournir une explication solide quant à l'activisme des citoyens.

Le concept de statut socio-économique découle directement du fonctionnalisme structurel. La thèse centrale de ce dernier est l'hypothèse selon laquelle toute structure sociale (système) est composée de différents statuts sociaux, distingués par des critères de ressources tels que l'éducation, le pouvoir, la richesse, l'âge et le sexe. Les statuts sont des attributs individuels. Dans ce contexte, le système social récompense les individus qui possèdent des compétences rares répondant aux exigences fonctionnelles du système et qui entreprennent des actions contribuant à sa survie et à son développement (Davies, Moore, 1975). La participation citoyenne contribue à l'efficacité du système social et permet aux individus d'atteindre des statuts sociaux plus élevés, ce qui les conduit à des positions sociales plus élevées. Elle n'est pas tant le résultat du libre arbitre des individus que celui de la pression que la société exerce sur eux à travers les processus de socialisation et d'éducation.

La théorie du choix rationnel part du principe que les acteurs économiquement rationnels maximisent les avantages de toute activité tout en minimisant leurs coûts. Une hypothèse importante ici est que « l'action est entreprise pour atteindre des objectifs qui sont cohérents avec la hiérarchie des biens préférés par l'acteur » (Ritzer, Stepnisky, 2018 : 396). L'activisme citoyen apparaît, d'une part, comme une action par laquelle l'acteur souhaite modifier sa position dans la structure sociale et, d'autre part, comme une sorte de rémunération que le groupe verse à l'individu en échange de sa contribution à la création du bien commun (Hechter, 1988). Cependant, certains sociologues soulignent que « la perspective

du choix rationnel prédit que l'autonomie personnelle ne permettra pas de réaliser les valeurs démocratiques de participation, de délibération et de justice, car elle définit de manière erronée les motivations et les actions des individus » (Fung, 2004 : 102).

Le concept de capital social fait désormais partie des approches théoriques très souvent utilisées par les sociologues. Popularisé par Bourdieu (1986), Coleman (1994), Lin (2001), Putnam (2001) et Halpern (2005), ce concept est employé pour expliquer de nombreux phénomènes sociaux, notamment le développement économique, le développement de la démocratie dans différents pays et communautés locales, la sécurité publique, la qualité de vie et la transformation des liens sociaux. Étant donné que les indicateurs les plus fréquemment retenus pour identifier le capital social sont la confiance et le réseau de contacts sociaux dont dispose un individu, les normes de coopération communes sont moins fréquentes. L'activisme citoyen est ici traité comme une coopération résultant de l'existence d'un certain niveau de confiance des individus les uns envers les autres et de l'interconnexion des structures institutionnelles, résultant de leur appartenance à un réseau de contacts sociaux. En d'autres termes, les processus de participation, comme la subjectivité, requièrent « des réseaux denses de contacts entre les associations et les différents groupes et normes sociaux » (Fung, 2004 : 100).

Le concept d'« attachement » a été développé par des psychologues (Bowlby, 1997) et des sociologues (Kasarda, Janowitz, 1974 ; Goudy, 1990) comme une théorie de la dépendance d'un individu envers un autre individu ou un groupe social, sur le plan émotionnel et sur le plan psychologique. Autrement dit, l'activité d'un individu, y compris son activité citoyenne, est interprétée comme le résultat de ses liens affectifs avec un groupe social donné et des liens fonctionnels qui existent entre lui et le groupe au sein duquel l'activité publique se déroule.

## **Problème de recherche et base de données**

L'objectif de cet article est de tenter de répondre à trois questions principales :

1. Quel est le niveau général de participation citoyenne de la population habitant dans les zones rurales en Pologne et en France à la fin de la deuxième décennie du XXI<sup>e</sup> siècle et quelle est l'ampleur des variations de participation entre ces deux pays ?

2. Quels modèles de participation citoyenne dominent dans les populations des zones rurales en Pologne et en France ?

3. Lequel des modèles suivants visant à expliquer la variation de la participation citoyenne (le modèle du statut socio-économique, le modèle du capital social ou le modèle de l'attachement) convient le mieux pour expliquer la variation de la participation de la population européenne ?

La variable dépendante dans l'analyse présentée est la participation citoyenne. Elle sera décrite par les indicateurs suivants : 1) le travail pour un parti politique ou un groupe d'action sociale au cours des 12 derniers mois ; 2) l'intérêt pour la politique ; 3) la participation à une manifestation publique au cours des 12 derniers mois ; 4) le port d'insignes politiques ; 5) la publication ou le partage de contenu sur des questions politiques au cours des 12 derniers mois ; 6) le contact avec un politicien au cours des 12 derniers mois ; 7) le travail pour une association au cours des 12 derniers mois ; 8) le boycott de certains produits au cours des 12 derniers mois ; 9) l'appartenance syndicale ; 10) la signature de pétitions au cours des 12 derniers mois ; 11) le sentiment d'identification à un parti politique ou à un groupe d'action ; 12) la participation aux dernières élections parlementaires. L'ensemble des sous-variables caractérisant la participation citoyenne adoptées dans cette étude est très similaire aux facteurs considérés dans les analyses précédentes pour l'année 2008 (Starosta, 2010). Toutefois, les différences se résument au fait que 12 facteurs constitutifs sont inclus dans l'analyse actuelle, et non 11 comme en 2008. En outre, en 2008, l'analyse précédente incluait l'élément « le travail non rémunéré consacré à l'environnement local », qui n'est pas inclus dans le texte actuel. D'autre part, cette étude prend en compte les critères portant sur « l'intérêt pour la politique » et « le partage d'opinions sur des questions politiques », qui n'ont pas été analysés dans l'étude précédente. Dans l'ensemble, il convient toutefois de préciser que les sous-indicateurs adoptés pour cette analyse concernent davantage l'activité politique des personnes interrogées que l'activité publique non politique. Cela représente une certaine limitation au sens large du phénomène de participation citoyenne.

Dans le présent article, seuls les modèles du statut socio-économique, du capital social et de l'attachement seront utilisés pour analyser plus en détail la variation de la participation citoyenne dans les zones rurales de Pologne et de France. Cette limitation est due au manque d'indicateurs nécessaires à la modélisation du choix rationnel, du volontarisme civique et de la théorie de la socialisation. Le modèle du statut socio-économique (SSE) est basé sur les variables suivantes : le sexe, l'âge et l'éducation, calculée à partir du nombre d'années de scolarité achevées, et le revenu,

mesuré par le revenu annuel net de toutes les ressources du ménage. Les variables de notre modèle sont donc des variables de SSE typiques souvent utilisées dans d'autres études. Le modèle du capital social comprend des variables telles que la confiance généralisée, la confiance dans les institutions, la fréquence d'utilisation d'Internet, la fréquence des rencontres avec des amis ou des collègues et la taille du réseau social, et le modèle de l'attachement est construit sur des variables comme le sentiment de sécurité dans le lieu de résidence, ainsi que le sentiment d'appartenance à la ville, le nombre d'années pendant lesquelles une personne a vécu dans la ville, etc.

Trois hypothèses ont été formulées en fonction des questions soulevées par le problème.

**H1.** La première hypothèse suppose que le niveau de participation citoyenne dans les pays étudiés sera proche de la position médiane sur l'échelle proposée. Des niveaux de participation plus élevés devraient être enregistrés dans les zones rurales de France. Cela peut se justifier par les traditions démocratiques qui sont plus longues en France qu'en Pologne. En outre, comme l'indiquent les résultats des recherches sur la participation citoyenne dans l'Europe rurale du début de la première décennie du XXI<sup>e</sup> siècle, le niveau de participation citoyenne dans les campagnes françaises était plus élevé que dans les campagnes polonaises (Starosta, 2010).

**H2.** Conformément aux résultats d'études antérieures (Verba *et al.*, 1995 ; Pattie *et al.*, 2003 ; Starosta, 2010), nous pensons que le vote et la participation à des campagnes seront les modèles de participation dominants.

**H3.** Nous pensons que des trois modèles considérés (modèles SSE, CS et AT), le modèle du statut socio-économique est le mieux adapté d'un point de vue statistique pour expliquer la variation de la participation citoyenne des résidents européens interrogés.

La vérification des hypothèses s'est appuyée sur une base de données contenant des informations issues de la neuvième édition de l'Enquête sociale européenne menée dans 29 pays européens en 2018, auprès de 49 519 participants. Seules les données concernant 1352 personnes vivant dans des zones rurales en Pologne (664 individus) et en France (688 individus) ont été utilisées dans le cadre de notre analyse. Les personnes interrogées en milieu rural lors de la présente étude sont des personnes vivant dans des unités de peuplement possédant le statut de village à la campagne ou des personnes qui possèdent une ferme. Les enquêtes ont été réalisées sur des échantillons représentatifs dans chacun des pays.

## Résultats de l'analyse empirique

**Tableau 1.** Critères de la participation citoyenne dans les zones rurales de Pologne et de France

Pays	Pologne - zones rurales		France - zones rurales		Ensemble des zones rurales en Europe	
	N	%	N	%	N	%
Intérêt pour la politique	209	31,5	282	41,0	7377	39,9
Participation aux dernières élections parlementaires	422	63,6	446	64,8	13468	72,8
Contact avec un politicien	56	8,4	91	13,2	3062	16,5
Travail pour un parti politique	20	3,0	18	2,6	752	4,1
Port d'insignes politiques	43	6,5	96	14,0	1305	7,1
Travail pour une association	45	6,8	103	15,0	2936	15,9
Signature de pétitions	84	12,7	219	31,8	3797	20,5
Participation à des manifestations publiques	25	3,8	96	14,0	946	5,1
Boycott d'un produit	25	3,8	247	35,9	2798	15,1
Identification à un parti politique ou un groupe d'action	219	33,0	285	41,4	8490	45,9
Appartenance syndicale	36	5,4	47	6,8	2620	14,2
Diffusion d'informations politiques	33	5,0	142	20,6	2287	12,4

Coefficient *alpha* de Cronbach 0,712.

Les réponses aux 12 questions (points) sélectionnées comme indicateurs ont été codées sur un système de 0 et de 1, où zéro signifie aucune participation et 1 indique la participation à l'activité donnée.

Les formes de participation les plus populaires dans les deux pays étudiés sont : la participation aux dernières élections parlementaires, l'intérêt général pour la politique et l'identification à un parti politique ou à un groupe d'action. En revanche, les moins populaires sont le travail pour un parti politique et un groupe d'action et l'appartenance syndicale. En analysant les données du Tableau 1, il est facile de voir que les habitants des zones rurales de France sont nettement plus actifs socialement et politiquement que ceux de Pologne. Les Français sont plus impliqués dans 11 des 12 formes d'activité analysées. Les habitants des zones rurales en Pologne sont légèrement plus impliqués que les Français uniquement en ce qui concerne le travail pour les partis politiques. En outre, les Polonais sont nettement moins actifs que l'ensemble de la population rurale européenne. Les résidents français, en revanche, sont plus actifs que l'ensemble des résidents ruraux européens interrogés pour ce qui est

de la diffusion d'informations politiques, du niveau de participation au boycott d'un produit, du port d'insignes politiques, de la participation à des manifestations publiques, de la signature de pétitions et de l'intérêt pour la politique. Il convient de noter le niveau relativement élevé d'identification des résidents ruraux à des partis politiques spécifiques, le pourcentage de ceux qui travaillent pour ces organisations étant relativement faible.

Afin de construire une seule échelle synthétique décrivant le niveau d'activité citoyenne dans les pays étudiés par rapport à l'ensemble de la population européenne, il a été décidé de faire la somme des réponses positives aux 12 questions précédentes. De cette manière, une échelle de résultats cumulatifs à 13 points a été élaborée, avec un minimum de 0 point en cas de non-participation à un acte quelconque et un maximum de 12 points en cas de participation à tous les actes mentionnés. La valeur du coefficient de fiabilité *alpha* de Cronbach pour les facteurs pris en compte est de 0,712 (Tableau 1), ce qui prouve la légitimité de traiter les critères individuels comme les composantes d'un phénomène unique tel que la participation citoyenne.

Les données du Tableau 2 révèlent des différences significatives entre le niveau global de participation citoyenne dans les zones rurales de Pologne et de France. En Pologne, près de 26 % des personnes interrogées n'ont déclaré aucun des actes de participation étudiés, tandis qu'en France, le pourcentage de personnes totalement inactives était légèrement supérieur à 9 %, contre 17 % pour l'ensemble de l'Europe rurale. Seuls 14 % des répondants polonais ont participé à 4 actes de participation ou plus, alors qu'en France, ce chiffre atteignait 34 %. La mesure moyenne pour la France était de 3,01 actes de participation, contre 1,83 pour la Pologne. La moyenne pour l'ensemble de l'Europe rurale était de 2,43 actes de participation. Les villageois polonais représentaient donc un ensemble plus homogène de citoyens peu actifs, tandis que les villageois français constituaient une population plus diversifiée en termes d'implication, avec des niveaux d'implication significativement plus élevés. Les répondants polonais appartenaient à une catégorie socio-politique plus homogène, avec une orientation conservatrice et traditionnelle plus nette. Cela se manifeste par le soutien systématique et dominant apporté par les membres de cette catégorie au parti conservateur Droit et Justice. Les répondants des campagnes françaises, en revanche, sont plus hétérogènes en termes d'orientation idéologique et politique.

**Tableau 2.** Échelle de la participation citoyenne dans les zones rurales de Pologne et de France

Nombre d'actes de participation	Pays		
	Pologne - zones rurales	France - zones rurales	zones rurales en Europe
0	25,6	9,2	17,2
1	26,1	18,5	22,2
2	21,7	22,1	21,9
3	13,3	16,3	14,8
4	5,0	11,2	8,1
5	3,8	9,2	6,5
6	1,5	5,1	3,3
7	1,4	3,2	2,3
8	0,8	2,8	1,8
9	0,5	2,2	1,3
10	0,2	0,3	0,2
11	0,2	0,1	0,1
12	0,3	0,0	0,1
%	100,0	100,0	100,0
N	664	688	1352

L'analyse factorielle (Tableau 3) a permis d'identifier quatre principaux types de participation citoyenne pour les résidents ruraux polonais. Il s'agit de la participation aux campagnes, de la participation à des mouvements et à des actions de masse, de la participation électorale liée principalement à la participation aux élections parlementaires et de la participation syndicale qui se manifeste par une appartenance syndicale. Sur les quatre types identifiés, trois (participation à des mouvements de masse, participation électorale et participation syndicale) sont des catégories cohérentes sur le fond. En revanche, l'un des types (participation à des campagnes) contient un critère (travail pour une association) qui n'est habituellement pas inclus dans cette catégorie dans la littérature. La situation décrite a également été identifiée chez les villageois français (Tableau 4). En revanche, on ne peut exclure un lien entre l'activité des répondants dans les associations rurales et la sphère politique dans les deux pays étudiés. Les quatre types de participation mis en évidence expliquent au total 58 % de la variance de la participation citoyenne dans les campagnes polonaises.

**Tableau 3.** Types dominants de participation citoyenne pour les zones rurales en Pologne – analyse factorielle

Critères de participation citoyenne	Participation à des campagnes	Participation à des actions de masse	Participation électorale	Participation syndicale
Travail pour une association	0,763			
Port d'insignes politiques	0,760			
Travail pour un parti politique	0,720			
Contact avec un politicien	0,608			
Transmission d'informations politiques		0,815		
Boycott d'un produit		0,633		
Participation à des manifestations publiques		0,518		
Signature de pétitions		0,480		
Vote aux élections parlementaires			0,769	
Identification à un parti politique			0,741	
Intérêt pour la politique			0,652	
Appartenance syndicale				0,895
% de variance	19,376	14,568	14,221	10,302

Méthode de distinction des composantes principales ; N = 664.

**Tableau 4.** Types dominants de participation citoyenne pour les zones rurales en France – analyse factorielle

Critères de participation citoyenne	Participation à des actions de masse	Participation électorale	Participation à des partis	Participation en matière de diffusion d'informations
Participation à des manifestations	0,670			
Signature de pétitions	0,652			
Travail pour une association	0,601			
Port d'insignes politiques	0,545			
Boycott d'un produit	0,464			
Vote aux élections parlementaires		0,695		
Identification à un parti politique		0,542		
Intérêt pour la politique		0,481		

Travail pour un parti politique			0,612	
Contact avec un politicien			0,581	
Appartenance syndicale				-0,709
Transmission d'informations politiques				0,509
% de variance	17,567	13,135	11,845	9,494

Méthode de distinction des composantes principales ; N = 688.

Parmi les répondants représentant les villageois français, outre la participation à des campagnes et la participation électorale, on distingue aussi la simple participation à des partis et la participation en matière de diffusion d'informations. La participation à des partis comprend des facteurs tels que le travail pour un parti politique et le contact avec un politicien. Il est intéressant de noter que dans cette catégorie, il n'y a pas d'identification à un parti politique, un facteur qui est davantage associé à l'activité électorale dans les campagnes françaises. Cela implique une séparation claire entre les déclarations de sympathies socio-politiques et l'activité pour des structures spécifiques représentant des programmes socio-politiques spécifiques. Le résultat décrivant les variables des éléments pour le type de participation en matière de diffusion d'informations est quelque peu surprenant, car il s'avère que l'appartenance syndicale n'est pas positivement associée à la participation à la transmission d'informations politiques. Cela peut indiquer une distinction significative entre l'activité syndicale et l'activité politique parmi les répondants français. Les types identifiés expliquent au total 52 % de la variation du niveau de l'engagement citoyen des répondants ruraux français.

Si l'on confronte les résultats de la comparaison des types dominants de participation citoyenne dans les zones rurales de Pologne et de France à ceux de la population rurale européenne totale, il convient de noter certaines différences et similitudes (Tableau 5).

**Tableau 5.** Types dominants de participation citoyenne pour les zones rurales en Europe – analyse factorielle

Critères de participation citoyenne	Participation à des actions de masse et à des syndicats	Participation à des campagnes et à des partis	Participation électorale
Signature de pétitions	0,683		
Boycott d'un produit	0,654		
Transmission d'informations politiques	0,668		
Participation à des manifestations	0,527		

Tableau 5 (suite)

Critères de participation citoyenne	Participation à des actions de masse et à des syndicats	Participation à des campagnes et à des partis	Participation électorale
Appartenance syndicale	0,332		
Travail pour un parti politique		0,807	
Contact avec un politicien		0,624	
Travail pour une association		0,526	
Port d'insignes politiques		0,501	
Vote aux élections parlementaires			0,739
Identification à un parti politique			0,697
Intérêt pour la politique			0,608
% de variance	16,024	14,354	13,668

Méthode de distinction des composantes principales ; N = 18 504.

Tout d'abord, dans les deux pays étudiés (Pologne, France) et dans l'ensemble de l'Europe, la participation électorale a été identifiée comme étant liée aux dernières élections parlementaires, à l'intérêt pour la politique et à l'identification à un parti politique particulier. Dans les pays que nous avons observés, ainsi qu'en Europe, il existe également une forme de participation à des actions de masse telles que la signature de pétitions, le boycott d'un produit donné ou la participation à des actions de protestation. Cependant, outre ces composantes en Pologne, en France et dans l'ensemble de l'Europe, chacune des populations interrogées présente également des composantes différentes, telles que l'appartenance syndicale en Europe, le travail pour une association en France ou la transmission d'informations politiques en Pologne et en Europe. Par ailleurs, des types distincts de participation à des partis en France et en Europe et de participation syndicale en Pologne ont été constatés. Dans l'ensemble, on peut conclure que les différents types de participation présentent des caractéristiques propres à chaque population, en plus des caractéristiques communes dominantes. Cependant, les types communs aux trois populations l'emportent sur les types particuliers à chacune d'entre elles. Les trois types de participation citoyenne identifiés expliquent 44 % de la variation de la variable à prendre en compte pour les personnes interrogées à l'échelle européenne.

**Tableau 6.** Régression des moindres carrés ordinaires (MCO) du modèle du statut socio-économique

Pays	Pologne - zones rurales		France - zones rurales		Europe - zones rurales	
	Bêta	p.	Bêta	p.	Bêta	p.
Indicateurs ;						
Sexe	-0,131	0,005	-0,111	0,005	-0,116	0,001
Âge	0,305	0,001	0,095	0,019	0,194	0,001
Niveau d'éducation	0,373	0,001	0,246	0,001	0,314	0,001
Montant total des revenus mensuels du ménage	0,115	0,033	0,039	0,362	0,048	0,146
R <sup>2</sup> 0,136	0,172		0,072		0,122	
Anova : F :	29,429		12,858		34,949	
Anova p. :	0,001		0,001		0,001	
Variable dépendante : échelle de participation citoyenne						

Les variables du modèle du statut socio-économique adoptées dans cette analyse expliquent environ 12 % de la variation du niveau de participation citoyenne pour tous les Européens ruraux, environ 7 % pour la population rurale française et 17 % pour la population rurale polonaise (Tableau 6). Comme l'indiquent les données ci-dessus, le modèle SSE explique le mieux la variation de la participation citoyenne en Pologne et le moins bien celle de la France. Néanmoins, le niveau d'éducation est la variable qui joue un rôle clé pour expliquer le niveau d'engagement citoyen dans les trois échantillons étudiés. Cela signifie que plus le niveau d'éducation des résidents ruraux est élevé, plus le niveau d'engagement citoyen est élevé, quel que soit le pays de résidence. La tendance ci-dessus a été observée dans des études précédentes portant sur les zones rurales en Europe (Starosta, 2010). Un niveau d'éducation plus élevé implique généralement un niveau plus élevé de compétences cognitives et de plus grandes possibilités pour l'individu d'exploiter positivement la participation à la sphère civique. Ce qui est notable, cependant, c'est l'absence d'un effet statistiquement significatif de la variable « montant total des revenus du ménage » sur le niveau d'implication, tant en France que dans l'échantillon rural européen dans son ensemble. Le genre a un effet statistiquement important, bien que pas très élevé, sur la variation de l'engagement dans les trois groupes étudiés. La direction de cette incidence suggère une implication légèrement plus forte des hommes que des femmes. L'activité légèrement supérieure des hommes est due au fait que l'objet de l'analyse est l'activité citoyenne, dans laquelle les composantes de l'engagement politique au niveau national dominant, alors que, selon d'autres études (Michalska, 2020 ; Drağ, Gorlach, 2021), les femmes vivant en milieu rural sont

légèrement plus actives dans la sphère de la coopération sociale et avec le gouvernement au niveau local. En outre, leur activité augmente de plus en plus au fil du temps (Charatsari, Černič Istenič, 2016 ; Michalska, 2020). Une caractéristique spécifique à l'échantillon polonais de résidents ruraux, par ailleurs, est l'importance très significative de l'âge avec la tendance générale de la relation type ; plus un individu est âgé, plus son niveau de participation citoyenne est élevé. Le coefficient bêta dans ce cas est de 0,305. Une signification statistiquement importante de l'âge, bien que beaucoup moins forte que dans le cas de la Pologne, a été identifiée à l'échelle de toute l'Europe.

**Tableau 7.** Régression MCO – modèle du capital social

Pays	Pologne – zones rurales		France – zones rurales		Europe – zones rurales	
	Bêta	p.	Bêta	p.	Bêta	p.
Indicateurs ;						
Confiance générale	0,122	0,022	0,112	0,066	-0,012	262
Confiance dans les institutions politiques	0,069	0,185	0,084	0,159	0,065	0,001
Fréquence d'utilisation d'Internet en min/jour	0,042	0,356	0,031	0,588	0,061	0,001
Fréquence des contacts avec les amis lors de rencontres sociales	0,095	0,046	0,017	0,767	0,118	0,001
Nombre de personnes à qui la personne interrogée parle de sujets d'ordre personnel	0,098	0,042	0,166	0,006	0,083	0,001
R <sup>2</sup>	0,065		0,065		0,035	
Anova F ;	0,6329		3,960		78,020	
Anova p.	0,001		0,002		0,001	
Variable dépendante : échelle de participation citoyenne						

Les variables représentant le modèle du capital social sont moins bien adaptées pour expliquer la variation de la participation citoyenne à la fois chez les résidents ruraux polonais, français et de l'ensemble de l'échantillon européen (Tableau 7). Le pourcentage d'explication de la variable dépendante était le même pour la Pologne et la France, soit environ 6,5 %. La seule sous-variable qui différencie significativement le niveau d'implication dans les deux pays est la confiance générale et la taille du cercle d'amis avec lequel les personnes interrogées sont en mesure de discuter de questions personnelles. Le sens de la corrélation était positif dans les deux cas, ce qui signifie que des niveaux plus élevés de confiance générale et des cercles d'amis plus larges étaient propices à des niveaux plus élevés d'engagement citoyen. Il convient toutefois

d'ajouter que la force des rapports n'était pas élevée. Le coefficient bêta de la confiance générale était de 0,122 pour la Pologne et de 0,112 pour la France, tandis que la taille des cercles d'amis était de 0,098 pour la Pologne et de 0,166 pour la France, respectivement. Il est quelque peu surprenant de constater que l'intensité de l'utilisation d'Internet par les répondants et la confiance qu'ils ont dans les institutions politiques n'ont pas d'incidence sur la différenciation de l'engagement citoyen. La société rurale en Europe présente donc un niveau élevé de distanciation par rapport aux institutions politiques nationales. Dans l'ensemble, il convient de conclure que, tant dans les zones rurales de Pologne que dans celles de France, l'impact des variables du capital social adoptées sur la modification de l'engagement citoyen était moins significatif sur le plan statistique et plus faible que celui des variables du statut socio-économique. Nos résultats analytiques confirment l'importance statistiquement significative de la confiance générale notée dans d'autres études (Starosta, 2010 ; Mierina, 2013), cependant, ils n'attribuent pas une importance décisive aux variables du capital social dans la différenciation du niveau d'engagement citoyen. En outre, à l'échelle de l'Europe rurale, la taille des cercles d'amis a joué un rôle plus important dans l'activité des résidents ruraux que la confiance générale.

**Tableau 8.** Régression MCO – modèle de l'attachement

Pays	Pologne – zones rurales		France – zones rurales		Europe – zones rurales	
	Bêta	p.	Bêta	p.	Bêta	p.
Indicateurs						
Appartenance à une religion donnée	-0,013	0,747	0,034	0,385	-0,016	0,024
Sentiment de sécurité relatif au lieu de résidence	-0,033	0,408	-0,080	0,044	-0,086	0,001
Appartenance à un groupe discriminé	-0,047	0,232	-0,040	0,305	-0,074	0,001
Nationalité du pays de résidence	-0,041	0,226	-0,095	0,047	-0,084	0,001
Naissance dans le pays de résidence	-0,003	0,935	0,021	0,661	0,012	0,144
R <sup>2</sup>	0,004		0,015		0,018	
Anova F ;	0,570		1,998		69,359	
Anova p.	0,685		0,077		0,001	
Variable dépendante : participation citoyenne						

Les variables incluses dans le modèle de l'attachement se sont avérées statistiquement non significatives pour expliquer la variation du niveau de participation citoyenne tant en Pologne qu'en France (Tableau 8). Cela signifie que, du point de vue des caractéristiques étudiées, les répondants constituent des groupes significativement homogènes, ce qui ne produit pas

d'effet de diversité. La seule exception est la variable « nationalité du pays de résidence » qui est statistiquement significative pour l'échantillon des résidents ruraux français. Son importance est probablement liée à l'augmentation du nombre de résidents vivant dans les zones rurales en France mais ne possédant pas encore le statut de nationalité. Dans une large mesure, cela est dû à l'ampleur plus importante des processus migratoires vers la France que vers la Pologne. A l'échelle de l'ensemble de l'échantillon européen, les variables de l'attachement adoptées se sont révélées statistiquement significatives d'une part, mais d'autre part, la force de leur impact sur la variation du niveau de participation est très faible et, de plus, la direction du rapport est négative. En revanche, le fait d'être né dans le pays de résidence est statistiquement non significatif. Il apparaît donc que les composantes psychosociales de l'attachement, retenues pour l'analyse, ont beaucoup moins d'impact sur la participation citoyenne que les variables relatives au statut socio-économique ou au capital social.

## Conclusion

L'objectif principal de cet article était de montrer certaines similitudes et différences entre le niveau, les modèles et certains facteurs déterminants de la participation citoyenne des résidents ruraux en Pologne et en France dans le contexte européen. La participation citoyenne était principalement comprise dans le sens socio-politique et non en termes d'activité publique au sens large ou de participation non liée à la politique. Nous sommes conscients qu'une telle conception limite l'éventail des activités entreprises, notamment dans les communautés rurales. Cependant, la notion de citoyenneté est principalement associée à l'institution de l'État, ce qui, dans une certaine mesure, fournit un argument en faveur de ce choix. Sur la base d'analyses empiriques fondées sur les informations recueillies dans l'Enquête sociale européenne de 2018, on peut supposer que le niveau global de participation des résidents ruraux en Pologne était nettement inférieur à celui de la France. Néanmoins, les Européens ruraux les plus engagés civiquement se sont avérés être les résidents des pays scandinaves et les résidents ruraux les moins engagés civiquement ceux des anciens pays socialistes. Il existe également quelques différences entre les habitants ruraux de Pologne et ceux de France en termes de formes dominantes de participation citoyenne. Dans ces deux pays, la forme dominante de participation a été la participation aux

élections parlementaires. Ajoutons qu'il s'agit d'un type de participation qui est également dominant dans d'autres pays et dans différents environnements résidentiels. Toutefois, les différences entre les pays interrogés sur cet aspect ne sont pas significatives, même si le niveau d'implication des répondants français s'est avéré légèrement supérieur à celui des répondants polonais. La principale différence en termes de types de participation est la participation syndicale et la participation à des campagnes en Pologne et la participation en matière de diffusion d'informations et la participation à des partis en France. Dans chacun de ces deux pays, cependant, la participation était liée au fonctionnement des actions de protestation et aux mouvements de masse. L'ampleur de ce phénomène de mobilisation périodique des citoyens non directement liée aux élections politiques devient aujourd'hui l'une des principales formes de participation sociale à l'ère de la mondialisation (Marchetti, 2015). Parmi les trois modèles proposés pour l'analyse et visant à expliquer la variation des niveaux de participation citoyenne dans les campagnes polonaises et françaises, dans les deux cas, le modèle contenant des variables caractéristiques du statut socio-économique des répondants s'est avéré le mieux adapté. Ainsi, il s'est avéré que dans les environnements ruraux étudiés, les variables de la position socio-économique constituent un élément important des processus d'inactivité ou d'activité sociale. Cela confirme la persistance de l'importance des éléments de la structure sociale dans le système d'organisation de la société rurale en Pologne (Halamska, 2020), en France et dans l'ensemble de l'Europe (Van der Ploeg, 2021).

## Bibliographie

- Beck U., Beck-Gernsheim E., 2003, *Individualization*, London : Sage Publishing.
- Bourdieu P., 1986, « Forms of capital », [in :] J. G. Richardson (dir.), *Handbook of theory and research for the sociology of education*, Westport : Greenwood Press, p. 241–258.
- Bowlby J., 1997, *Attachment*, London : Pimlico.
- Charatsari Ch., Černič Istenič M., 2016, « Gender, farming and rural social research », [in :] M. Shucksmith, D. L. Brown (dir.), *Routledge international handbook of rural studies*, London : Routledge, p. 389–399.
- Coleman J. S., 1994, *Foundations of social theory*, Cambridge : The Belknap Press.

- Davies K., Moore W., 1975, « O niektórych zasadach uwarstwienia », [in :] W. Derczyński, A. Jasińska-Kania, J. Szacki (dir.), *Elementy teorii socjologicznych*, Warszawa : PWN, p. 464–476.
- Delanty G., 2000, *Citizenship in a global age*, Buckingham : Open University Press.
- Drag Z., Gorlach K., 2021, « Farm women as participants in social life », [in :] K. Gorlach, Z. Drag (dir.), *Think locally, act globally. Polish farmers in the global era of sustainability and resilience*, Kraków : Jagiellonian University Press, p. 355–372.
- Edwards M., 2009, *Civil society*, Cambridge : Polity Press.
- Fung A., 2004, « Empowered participation: Reinventing urban democracy », Princeton : Princeton University Press.
- Galston W. A., 2020, *Anti-pluralism. The populist threat to liberal democracy*, New Haven : Yale University Press.
- Gendźwiłł A., Kjaer U., Steyvers K. (dir.), 2022, *The Routledge handbook of local elections and voting in Europe*, London, New York : Routledge.
- Goudy W. J., 1990, « Community attachment in a rural region », *Rural Sociology*, n° 55 (2), p. 178–198.
- Grabb E. G., Curtis J. E., 1992, « Voluntary association activity in English Canada, French Canada and United States : A multivariate analysis », *The Canadian Journal of Sociology*, n° 4 (17), p. 371–388.
- Halamska M., 2020, *Ciągłość i zmiana. Wieś polska 1918–2018. W poszukiwaniu źródeł teraźniejszości*, Warszawa : Instytut Rozwoju Wsi i Rolnictwa PAN, Wydawnictwo Naukowe Scholar.
- Halpern D., 2005, *Social capital*, Cambridge : Polity Press.
- Hechter M., 1988, « Principles of group solidarity », Berkeley : University of California Press.
- Hickey S., Mohan G., 2004, « Towards participation as transformation : critical themes and challenges », [in :] S. Hickey, G. Mohan (dir.), *Participation. From tyranny to transformation?*, London : Zed Books, p. 3–25.
- Huntington S. P., 2004, « The clash of civilizations? », [in :] F. J. Lechner, J. Boli (dir.), *The globalization reader*, Oxford : Blackwell Publishing, p. 36–43.
- Kasarda J. D., Janovitz M., 1974, « Community attachment in mass society », *American Sociological Review*, n° 3 (39), p. 328–339.
- Lin N., 2001, *Social capital. A theory of social structure and action*, Cambridge : Cambridge University Press.
- Marchetti R., 2015, « The conditions for civil society participation in international decision making », [in :] D. Della Porta, M. Diani (dir.), *The Oxford handbook of social movements*, Oxford : Oxford University Press, p. 753–768.

- Michalska S., 2020, *Studia nad strukturą społeczną wiejskiej Polski*, t. 4: *Struktura społeczna a zmiany ról społecznych kobiet wiejskich*, Warszawa : Wydawnictwo Naukowe Scholar.
- Mierina I., 2013, « Understanding low levels of political participation in post-soviet countries », [in :] L. Nicolaou-Smokoviti, H. Sunker, J. Rozanova, V. Pekka Economu (dir.), *Citizenship and social development*, Frankfurt am Main : Peter Lang, p. 237–265.
- Misztal B., 1977, *Zagadnienia społecznego uczestnictwa i współdziałania*, Wrocław : Ossolineum.
- Moffitt B., 2020, *Populism*, Cambridge : Polity Press.
- Pattie Ch., Sayed P., Whitley P., 2003, « Citizenship and civic engagement. Attitudes and behaviour in Britain », *Political Studies*, n° 3 (51), p. 443–468.
- Pattie Ch., Sayed P., Whitley P., 2004, *Citizenship in Britain. Values, participation and democracy*, Cambridge : Cambridge University Press.
- Putnam R. D., 2001, *Bowling alone: The collapse and revival of American community*, New York: Touchstone Book, Simon & Schuster.
- Putnam R. D., 2008, *Samotna gra w kręgle. Upadek i odrodzenie wspólnot lokalnych w Stanach Zjednoczonych*, Warszawa : Wydawnictwa Akademickie i Profesjonalne.
- Ritzer G., Stepnisky J., 2018, *Sociological theory*, Los Angeles : Sage Publishing.
- Scholzman K. L., Verba S., Brady H. E., 1999, « Civic participation and the equality problem », [in :] T. Skocpol, M. P. Fiorina (dir.), *Civic engagement in American democracy*, Washington, D.C., New York : Brookings Institution Press, Russell Sage Foundation, p. 427–459.
- Sennett R., 1992, *The fall of public man*, New York : W. W. Norton.
- Skocpol T., Fiorina M. P. (dir.), 1999, *Civic engagement in American democracy*, Washington, D.C., New York : Brookings Institution Press, Russell Sage Foundation.
- Starosta P., 2010, « Civic participation in rural Europe », *Przegląd Socjologiczny*, n° 2 (59), p. 77–108.
- Steinberger P. J., 1981, « Political participation and communality. A cultural/interpersonal approach », *Rural Sociology*, n° 1 (48), p. 7–19.
- Tam H., 1998, *Communitarianism. A new agenda for politics and citizenship*, London : Macmillan Press.
- Van der Ploeg, 2021, « Family farming. A foreword », [in :] K. Gorlach, Z. Drag (dir.), *Think locally, act globally. Polish farmers in the global era of sustainability and resilience*, Kraków : Jagiellonian University Press, p. 9–21.
- Verba S., Nie N. H., 1972, *Participation in America. Political democracy and social equality*, New York : Harper and Row.

Verba S., Nie N. H., Kim J. O., 1978, *Participation and political equality*, Cambridge : Cambridge University Press.

Verba S., Scholzman K. L., Brady H. E., 1995, *Voice and equality. Civic voluntarism in American politics*, Cambridge : Harvard University Press.

Zukin C., Keeter S., Andolina M., Jenkins K., Delli Carpini M. X., 2006, *A new engagement? Political participation, civic life, and the changing American citizen*, Oxford : Oxford University Press.